

Note de synthèse

Côte d'Ivoire : profil macroéconomique et commercial

Opportunités et enjeux dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECA

Sherillyn Raga

Janvier 2022



Série de documents de politique de l'ODI-GIZ sur la ZLECA

Messages clés

- Depuis la fin de la crise politique en 2011, la Côte d'Ivoire est l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde. Le produit intérieur brut (PIB) a connu une croissance annuelle de 8,2 % entre 2012 et 2019. Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 en 2020, le PIB a augmenté de 2 %, soutenu par des années de solides fondamentaux économiques post-conflit et une réponse politique rapide. Le PIB devrait croître jusqu'à 6,5 % en 2021, et jusqu'à 7,7 % par an jusqu'en 2025.
- La Côte d'Ivoire est un exportateur net de biens, mais l'importance des exportations de biens (en pourcentage du PIB) a diminué, passant de 25,6 % du PIB à 20,1 % du PIB entre 2015 et 2020. Cette situation est due à la réduction de la valeur des exportations de cacao de la Côte d'Ivoire (une exportation majeure) vers ses principales destinations d'exportation (par exemple, les États-Unis, l'Allemagne et la Belgique).
- Les exportations sont dominées par le cacao, les noix de cajou, l'or, le pétrole, le caoutchouc et le coton, mais il est possible de soutenir les exportations de savon, de chocolats, d'extraits de café, de bananes et de cosmétiques, compte tenu de la demande mondiale croissante et/ou de l'efficacité de la Côte d'Ivoire pour ces produits.
- La Côte d'Ivoire est un exportateur net de biens avec l'Afrique depuis 2015, mais l'excédent s'est réduit, les exportations et les importations atteignant respectivement 2,9 milliards de dollars et 2,4 milliards de dollars en 2019. L'importance du commerce intra-africain (en pourcentage des exportations totales de biens de la Côte d'Ivoire plus les importations) est passée de 29,5 % en 2015 à 23 % en 2019.
- Les investissements directs étrangers (IDE) en Côte d'Ivoire se sont concentrés sur les télécommunications, l'agroalimentaire et les secteurs extractifs (et à Abidjan). Le gouvernement entend s'attaquer aux contraintes liées aux affaires et aux

investissements en donnant la priorité à l'industrialisation et au développement du secteur privé dans son dernier plan à moyen terme.

- Il n'y a que peu ou pas de preuves que la Côte d'Ivoire ait déjà fait du commerce dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Mais le pays a créé de manière proactive un comité national de la ZLECA, a validé la stratégie nationale et se coordonne avec les initiatives régionales pour soutenir la ZLECA. Une analyse plus approfondie (par exemple, sur les contraintes institutionnelles, réglementaires et régionales) est nécessaire sur les blocages restants au commerce intra-africain.

Remerciements

L'auteur tient à remercier Maximiliano Mendez-Parra et Dirk Willem te Velde pour leurs commentaires sur les versions précédentes du rapport ainsi que Astou Sy et Jose Guzman pour leurs contributions. L'auteur est reconnaissant pour le soutien financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au nom du gouvernement allemand. Les opinions présentées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de la GIZ, du gouvernement allemand ou de l'ODI. Les commentaires sont les bienvenus à l'adresse s.raga@odi.org.uk.

À propos de cette publication

Ce document vise à informer les parties prenantes concernées, y compris le secteur privé et les experts non ZLECA, sur la situation économique actuelle de la Côte d'Ivoire et la mise en œuvre de la ZLECA. Le document est structuré comme suit. La section 1 traite du développement socio-économique récent de la Côte d'Ivoire, suivi du paysage commercial et de l'environnement d'affaires du pays (section 2). La section 3 présente la performance du commerce intra-africain de la Côte d'Ivoire et le statut de la mise en œuvre de la ZLECA. La dernière section résume l'analyse du document par une présentation SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces).

Ce document fait partie de la série de documents de politique de l'ODI-GIZ dans le cadre d'un projet plus vaste intitulé : « Programme de soutien de la GIZ à la ZLECA ». Ce programme soutient les partenaires de la GIZ aux niveaux continental (Commission de l'UA, Secrétariat de la ZLECA), régional (actuellement la Communauté est-africaine, CEA et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO ; le projet de Communauté de développement de l'Afrique australe, SADC) et national dans les négociations et la mise en œuvre de la ZLECA.

Avertissement : le contenu de cette publication a été produit rapidement afin de fournir des idées et des analyses préliminaires sur un thème donné. Il a été relu et édité, mais les processus rigoureux habituels n'ont pas nécessairement été appliqués.

À propos de l'auteur

Sherillyn Raga est chargée de recherche à l'ODI.

1 Développements socio-économiques récents

Depuis la fin de la crise politique en 2011, la Côte d'Ivoire est l'un des pays à la croissance la plus rapide au monde, avec une croissance annuelle de 8,2 %¹ de 2012 à 2019. La SFI (2020) a mis en évidence cinq éléments clés qui ont contribué à cette croissance soutenue :

accélération des investissements publics ; forte production agricole et diversification des exportations agricoles ; augmentation des IDE ; amélioration de l'accès aux services numériques ; et amélioration de l'accès à l'électricité à bas prix (avec toutefois des perturbations de fin 2020 à août 2021).² La pauvreté, l'emploi et le revenu par habitant, qui se sont détériorés au plus fort de la crise politique fin 2010, se sont considérablement améliorés dans la période post-conflit (tableau 1).

Pendant la pandémie de Covid-19, la Côte d'Ivoire a réussi à enregistrer un taux de croissance de 2 %, grâce à une décennie de fondamentaux économiques solides, à une réponse politique rapide à la pandémie, à une dépendance relativement moindre vis-à-vis des secteurs (par exemple, le tourisme, les services)³ les plus durement touchés par les mesures prises dans le cadre de la pandémie, et à l'accès aux financements extérieurs (FMI, 2021b). Pour atténuer l'impact de la pandémie, le gouvernement ivoirien a déployé des mesures budgétaires représentant 2,5 % du PIB⁴ de 2020 (FMI, 2021c). La plupart des mesures liées aux allègements fiscaux ont été rapidement mises en œuvre, bien que les prêts (qui nécessitent le respect de critères d'éligibilité) accordés au secteur agricole aient eu un faible taux d'exécution (ibid.).

L'économie ivoirienne devrait connaître un rebond rapide à 6 % en 2021 et 6,5 % en 2022, grâce à la reprise attendue du secteur des exportations (Banque mondiale, 2021b ; FMI, 2021b) (tableau 2). Toutefois, les risques qui pèsent sur ces perspectives de croissance comprennent l'endiguement des nouvelles variantes de Covid-19, l'accès ou le déploiement limités des vaccins, ainsi que la forte augmentation des primes de risque sur les marchés financiers internationaux (FMI, 2021c). Sur le plan intérieur, les risques à la baisse comprennent une saison sèche plus longue que prévu, des retards dans les réformes gouvernementales, un ralentissement de l'investissement privé et une détérioration des comptes

¹ Calculs de l'auteur basés sur les données du FMI (2021a).

² La SFI (2020) fait référence au développement de l'accès à l'électricité entre 2011 et 2019. Récemment, la Côte d'Ivoire a connu des pénuries d'énergie suite à une saison sèche plus longue que d'habitude et à une panne dans l'une des centrales thermiques (section 2.3).

³ Par exemple, les recettes du tourisme international de la Côte d'Ivoire en pourcentage des exportations en 2018 étaient de 4,3 %, ce qui est inférieur à celui de l'Afrique subsaharienne (8,5 %) ou du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (9,2 %) (WDI, 2021). La figure 1.B montre également la part relativement faible du commerce des services en pourcentage du PIB en Côte d'Ivoire par rapport aux autres pays africains.

⁴ Le FMI (2021c) comprend des estimations des ressources budgétaires allouées ou prévues en réponse à la pandémie de Covid-19 depuis janvier 2020, qui couvriront la mise en œuvre en 2020, 2021 et au-delà.

budgétaires. La détérioration de la sécurité dans le nord de la Côte d'Ivoire pourrait également freiner la croissance (ibid.).

À l'inverse, les résultats de l'économie pourraient être supérieurs aux prévisions si le nouveau plan national de développement (PND) pour 2021-2025 parvient à susciter la confiance et l'investissement et à augmenter la productivité et la croissance (FMI, 2021c). Avec la mise en œuvre du nouveau PND, le gouvernement prévoit une croissance de l'économie de 6,5 % en 2021, avec un taux de croissance annuel moyen de 7,7 % de 2021 à 2025 (ibid.).

Tableau 1 Données nationales et indicateurs sociaux de la Côte d'Ivoire

Capitale : Yamoussoukro			
Superficie : 322 463 km ² ; partage sa frontière avec la Guinée, le Liberia, le Mali au nord-ouest, le Burkina Faso et le Ghana			
Langues : français, langues indigènes			
Religions : Islam, Christianisme et croyances indigènes			
Monnaie ; taux de change : Franc CFA ; 575,6 francs = 1 dollar US en 2020, moyenne de la période.			
	2000	2010	2020/Dernière année disponible
Population (millions)	16,5	20,5	26,4
Taux de dépendance (%) ¹	81,5	81,5	74,6 ²
Espérance de vie (années)	49,6	53,0	57,8
Nombre moyen d'années de scolarité	3,3	4,2	5,3 ³
RNB par habitant (en dollars constants PPA 2017)	3 870	3 527	5 069 ²
Taux de pauvreté (% de la population vivant avec moins de 1,9 dollar par jour (PPA 2011))	24,4 ⁴	30,4 ⁵	26,4 ⁶
Taux de chômage (%)	4,5	6,7	3,5
Indice d'inégalité entre les sexes ⁷	0,688 ⁸	0,678	0,638 ²
Indice de développement humain ⁹	0,421	0,468	0,538 ²

Notes : 1 taux de dépendance des jeunes (0-14 ans) par rapport à la population en âge de travailler (15-64 ans) ; 2 à partir de 2019 ; 3 à partir de / 2019 ou plus tard ; 4 à partir de 2002 ; 5 à partir de 2008 ; 2008 ; 6 estimation ; 7 score plus élevé = plus grande inégalité entre les sexes ; 8 à partir de 2005 ; 9 score plus élevé = meilleur développement humain ; RNB = revenu national brut ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

Sources : Secrétariat de la ZLECA (2021a) ; Banque mondiale (2021a) ; WDI (2021) ; PNUD (2021).

Tableau 2 Indicateurs de performances et prévisions macroéconomiques et sélectionnées¹

	2019	2020	2021p	2022p	2023p
PIB réel (croissance en %)	6,2e	2,0e	6,0	6,5	6,4
Prix à la consommation (croissance en %)	0,8	2.4e	3,0	2,5	2,2
Investissement total (% du PIB)	20.1e	22.2e	22,9	24,6	24,9
Recettes publiques (% du PIB)	15,0	15,0	14,6	15,3	15,4
Dépenses publiques (% du PIB)	17,3	20,6	20,2	20,0	19,2
Solde budgétaire (% du PIB)	-2,3	-5,6	-5,6	-4,7	-3,8
Dette publique (% du PIB)	38,8	47,7	50,2	51,1	51,2
Crédit à l'économie (croissance en %)	6,1	6.0e	5,1	4,6	
Solde du compte courant (% du PIB)	-2,3e	-3,5e	-3,8	-3,4	-3,5

Note : « e » et « p » indiquent respectivement une estimation et une prévision.

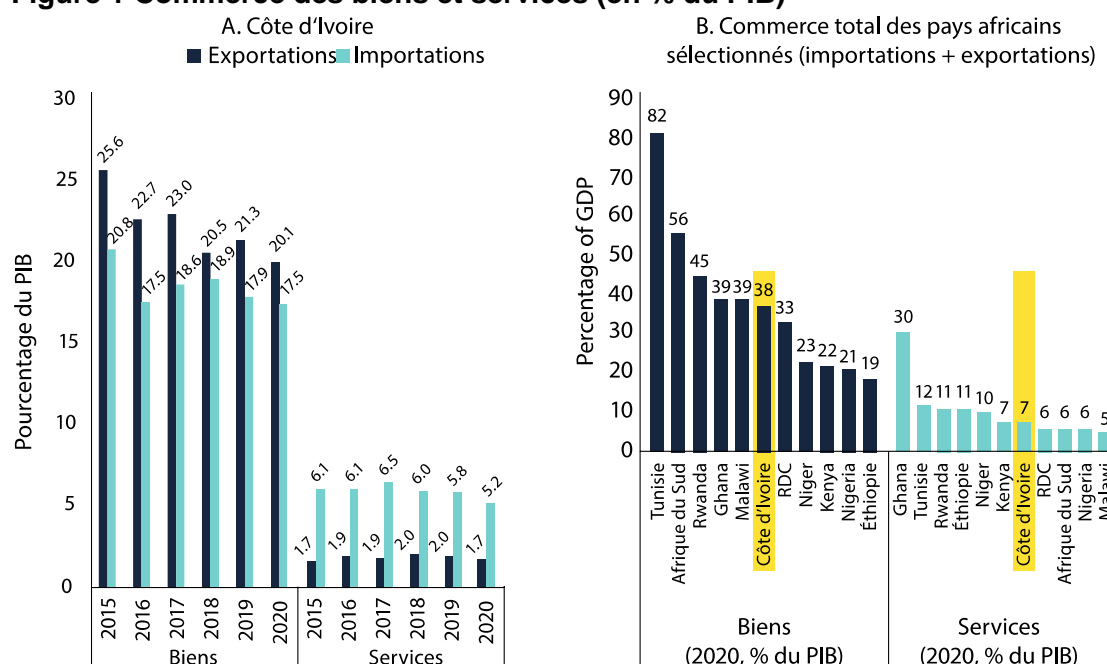
Sources : FMI (2021a ; 2021b).

2 Paysage commercial et environnement d'affaires

2.1 Paysage commercial

L'ouverture commerciale⁵ de la Côte d'Ivoire (45 % du PIB)⁶ est comparable à celle de l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne (43 % du PIB⁷) en 2020 (voir également la figure 1B). Le pays a été un exportateur net de biens mais un importateur net de services (figure 1A). Le commerce des services (en % du PIB) a été relativement stable au cours des cinq dernières années. En revanche, l'importance des exportations de biens (en % du PIB) a diminué, passant de 25,6 % à 20,1 % du PIB entre 2015 et 2020 (figure 1A). Cette situation est due à des baisses à deux chiffres de la valeur des exportations vers certains partenaires importants (par exemple, les États-Unis, l'Allemagne et la Belgique), en raison de la réduction de la valeur des exportations de fèves de cacao.⁸

Figure 1 Commerce des biens et services (en % du PIB)



Source : calculs des auteurs basés sur les données de la CNUCED consultée en novembre 2021.

Par destination, les plus grandes parts des exportations ivoiriennes étaient destinées aux Pays-Bas (11,4 %), aux États-Unis (8,3 %), à la France (5,5 %), à l'Allemagne (5,4 %), au Vietnam (5,2 %) et à la Belgique (5,1 %) de 2015 à 2019.⁹ La Côte

⁵ Le commerce total correspond à la somme des importations et des exportations.

⁶ Calculs de l'auteur basés sur les données de la CNUCED.

⁷ Sur la base des données des WDI.

⁸ Calculs/analyse de l'auteur basé sur la base de données de la WITS.

⁹ Calculs/analyse de l'auteur basé sur la base de données de la WITS.

d'Ivoire est actuellement éligible à un accès en franchise de droits aux États-Unis par le biais de la loi américaine sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique qui a débuté en 2002, a été interrompue en 2005 et réadmise depuis 2011 (OMC, 2017 ; ATI, 2021). Grâce à un accord de partenariat économique avec l'UE, les exportateurs ivoiriens ont également un accès en franchise de droits et de quotas au marché de l'Union européenne (UE) (CE, 2020). Au cours des cinq dernières années jusqu'en 2019, près des trois quarts des exportations ont été dominées par des marchandises sous forme primaire - comme le cacao, les noix de cajou, l'or, l'huile de pétrole, le caoutchouc naturel et le coton. La Côte d'Ivoire est le premier exportateur mondial de fèves de cacao, représentant 45,8 % du total des fèves de cacao exportées en 2019.¹⁰

Parallèlement, la Côte d'Ivoire s'est approvisionnée pour près de la moitié de ses importations auprès de seulement cinq pays - la Chine (14,2 %), le Nigeria (12 %), la France (11,6 %), l'Inde (4,3 %) et les États-Unis (4 %) - entre 2015 et 2019. Les produits importés sont variés, mais environ un tiers des importations totales sont principalement constituées d'huile et de produits pétroliers, de riz et de céréales, de plateformes de forage, de médicaments et de véhicules. Notamment, la Côte d'Ivoire est un importateur net de carburant, 64 % du carburant importé provenant du Nigeria entre 2015 et 2019.¹¹

Étant donné que les exportations de la Côte d'Ivoire dépendent du cacao et d'autres produits agricoles, la production et les recettes d'exportation sont vulnérables aux mauvaises conditions climatiques et aux termes de l'échange. En outre, en tant qu'importateur net de pétrole, le pays est également vulnérable aux chocs pétroliers mondiaux volatils.

Nous étudions l'efficacité (en termes d'avantage comparatif révélé ou ACR) des 25 principales exportations de la Côte d'Ivoire et la demande mondiale de ces produits (provenant du monde entier) au cours des cinq dernières années jusqu'en 2019.¹² Le tableau 3 présente les produits ivoiriens qui peuvent être soutenus pour accroître la diversification verticale (par exemple, en créant de la valeur ajoutée dans les marchandises), ainsi que la promotion des exportations ou l'intervention pour accroître la compétitivité des produits dont la demande mondiale est croissante. Cela est cohérent avec un certain nombre d'analyses qui soulignent la nécessité pour la Côte d'Ivoire de diversifier ses exportations ou de créer une valeur ajoutée dans l'industrie du cacao afin de stimuler le rôle du commerce dans la transformation économique du pays (SFI, 2020 ; CNUCED, 2019a ; Banque mondiale, 2019a ; 2019b).

¹⁰ Calculs/analyse de l'auteur basé sur la base de données de la WITS.

¹¹ Calculs/analyse de l'auteur basé sur la base de données de la WITS.

¹² Les 25 premiers produits sont basés sur la part moyenne annuelle en pourcentage des exportations totales dans la catégorie à 6 chiffres de 2015 à 2019, tandis que la demande mondiale se réfère aux importations mondiales de ces produits provenant du monde entier de 2015 à 2019. Les données proviennent de la WITS.

Tableau 3 Produits d'exportation pour l'intervention ciblée

	Augmentation de l'ACR (par exemple, intervention pour augmenter la valeur ajoutée, la promotion et la facilitation des exportation)	Diminution de l'ACR (par exemple, intervention pour accroître la compétitivité)
Augmentation de la demande mondiale	<ul style="list-style-type: none"> • Noix de cajou décortiquées • Savons et produits tensioactifs ; • Chocolat et autres préparations alimentaires contenant une teneur en cacao supérieure à 2 kg • Noix de cajou en coque • Énergie électrique • Bananes, fraîches ou séchées • Coton, ni cardé ni peigné • Minerais et concentrés de manganèse • Pétrole brut • Huiles de pétrole, huiles et préparations légères • Huiles de pétrole, huiles et préparations non légères 	<ul style="list-style-type: none"> • Préparations cosmétiques et de toilette pour le soin de la peau • Poudre de cacao, sans sucre ajouté ni autre édulcorant • Autres chocolats et autres préparations alimentaires contenant du cacao • Extraits, essences et concentrés de café, et préparations • Sacs et sachets en polymère d'éthylène pour le transport ou l'emballage de marchandises • Beurre, graisse et huile de cacao • Pâte de cacao, non dégraissée
Diminution de la demande mondiale	<ul style="list-style-type: none"> • Fèves de cacao, entières ou brisées, crues ou torréfiées • Coques, pellicules et pelures de cacao, autres déchets de cacao • Caoutchouc naturel sous forme primaire • Huile de palme et ses fractions, autres que brutes • Café, non torréfié ou décaféiné • Or sous forme brute 	<ul style="list-style-type: none"> • Plateformes de forage ou de production flottantes ou submersibles

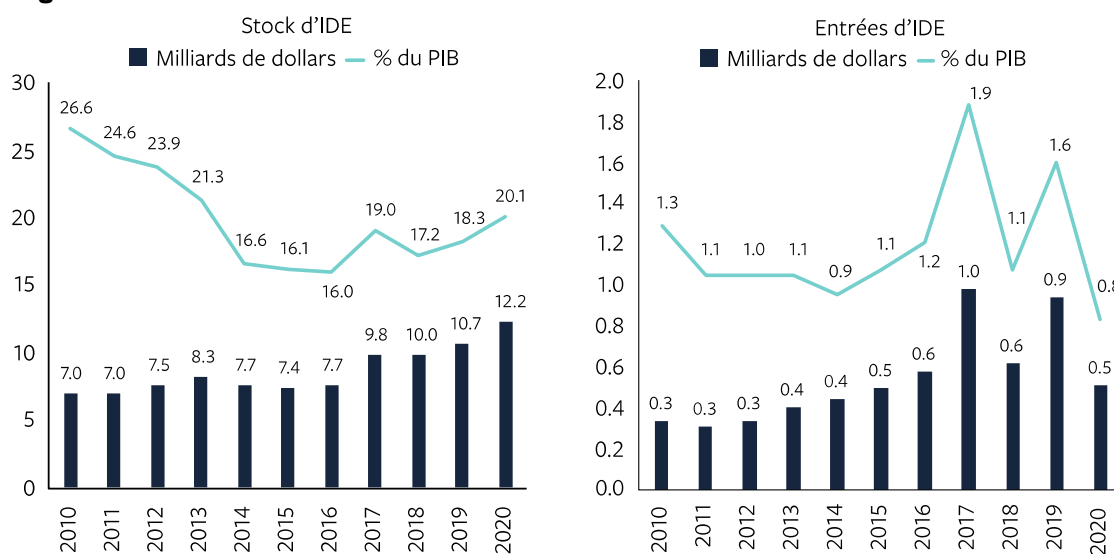
Source : compilation des auteurs basée sur les données de la World Integrated Trade Solution.

2.2 Investissements directs étrangers

La valeur du stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Côte d'Ivoire est passée de 7 milliards de dollars en 2010 à 12,2 milliards de dollars en 2020. Les IDE (en % du PIB) ont été plus faibles récemment (20 % en 2020) qu'au début de la décennie (par exemple, 26,6 % en 2010, voir figure 2A), car la production a augmenté plus rapidement que le stock d'IDE au cours de la même période. Parallèlement, les flux d'IDE ont été volatils ces dernières années, avec des poussées en 2017 et 2019 (figure 2B). De même, la valeur des investissements annoncés dans les installations nouvelles a été volatile, atteignant jusqu'à 3,4 milliards de dollars (soit 7,5 % du PIB) en 2015, ralentissant les années suivantes, puis remontant à 2,5 milliards de dollars en 2019 (tableau 3). Cependant, le nombre de nouveaux projets annoncés a considérablement augmenté, passant de 7 en 2011 à une moyenne annuelle de 30 depuis 2015 (tableau 3).

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, les investissements entrants en Côte d'Ivoire ont enregistré des baisses substantielles. Les entrées d'IDE ont chuté de 45,7 % pour atteindre 500 millions de dollars (figure 2A), tandis que la valeur des nouveaux investissements annoncés a diminué de 69 % (pour atteindre 787,5 millions de dollars) en 2020 (tableau 4).

Figure 2 Flux et stock d'IDE



Source : calculs des auteurs basés sur les données de la CNUCED.

Tableau 4 Nouveaux investissements annoncés en Côte d'Ivoire

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Valeur (millions de dollars)	697,9	745,9	2 092,4	372,7	3 444,3	862,6	569,8	1 667,7	2 538,5	787,5
Croissance en %	321,2	6,9	180,5	-82,2	824,2	-75,0	-34,0	192,7	52,2	-69,0
% du PIB	2,4	2,4	5,4	0,8	7,5	1,8	1,1	2,9	4,3	1,3
Nombre	7	13	20	15	29	34	21	33	40	24
Croissance en %	-22,2	85,7	53,8	-25,0	93,3	17,2	-38,2	57,1	21,2	-40,0

Source : calculs des auteurs basés sur les données de la CNUCED (2021b) sur les nouveaux investissements et sur les données de la CNUCED (2021a) sur le PIB actuel.

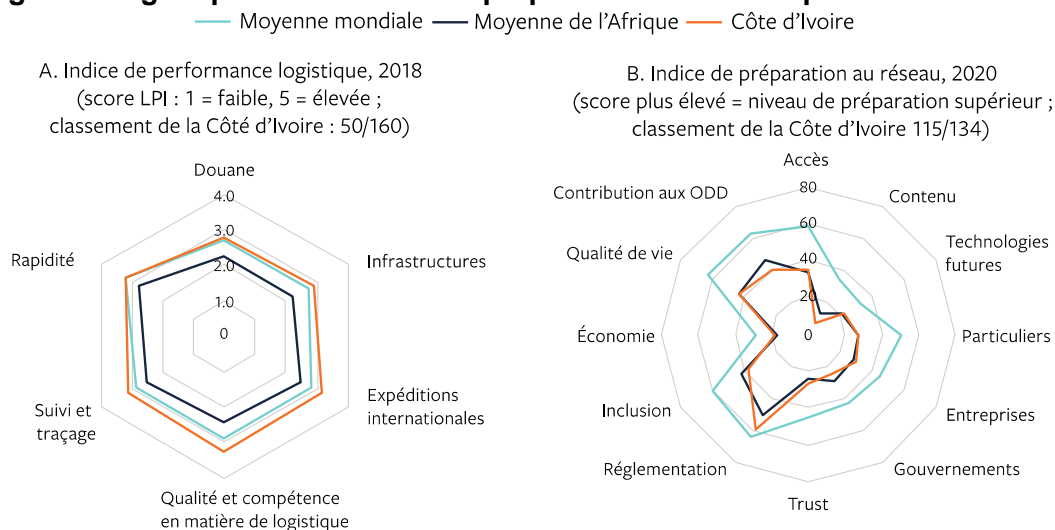
La SFI (2020) souligne que les IDE en Côte d'Ivoire se sont concentrés dans les télécommunications, l'agroalimentaire et les secteurs extractifs. Cette question a été soulevée lors de l'examen de la politique d'investissement (EPI) de la Côte d'Ivoire mené par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en 2019. Toutefois, l'EPI a également indiqué que les investisseurs ont été de plus en plus attirés également par les perspectives du marché local (par exemple, l'amélioration du pouvoir d'achat et l'évolution des modes de consommation) (CNUCED, 2019b). En outre, l'EPI a souligné que la présence de sièges régionaux de filiales étrangères (par exemple, Swiss Re, Nestlé) et d'organisations (par exemple, la BAD, l'Organisation internationale du cacao) contribuait à dynamiser le paysage de l'investissement (ibid.).

Néanmoins, l'EPI a signalé que les IDE restent concentrés à Abidjan, et qu'ils peuvent contribuer davantage au développement durable et inclusif du pays (CNUCED, 2020). Ainsi, la CNUCED recommande l'adoption d'outils juridiques et institutionnels pour soutenir la compétitivité du pays, en se concentrant sur l'amélioration des infrastructures, des compétences et de l'intégration des entreprises locales dans les chaînes de valeur, ainsi que sur l'utilisation de zones économiques spéciales et de partenariats publics-privés, entre autres (ibid.).

2.3 Environnement d'affaires

Les principaux atouts de l'environnement d'affaires de la Côte d'Ivoire sont son secteur des transports relativement bien développé, conformément à l'objectif du pays de devenir un centre de transport et de commerce essentiel en Afrique de l'Ouest (SFI, 2020). En 2018, la Côte d'Ivoire a obtenu de meilleurs résultats (50e rang sur 160) que la plupart des pays d'Afrique et d'ailleurs sur plusieurs indicateurs de performance de logistique commerciale (figure 3A). Le pays possède également l'un des secteurs financiers les plus développés et accueille des entreprises relativement grandes par rapport à d'autres pays africains (SFI, 2020). Sur le plan positif, les économies d'échelle des grandes entreprises leur donnent davantage de possibilités de surmonter les difficultés d'accès au financement, à la logistique, à l'économie numérique et à la main-d'œuvre qualifiée (ibid.). À l'inverse, il n'y a que très peu d'entreprises du secteur formel à forte intensité de main-d'œuvre, ces entreprises ne représentant, selon les estimations, qu'un emploi sur sept en Côte d'Ivoire (ibid.).

Figure 3 Logistique commerciale et préparation au numérique



Note : les scores agrégés (monde et UA) sont basés sur une moyenne simple.

Sources : les données de la figure 4A sont basées sur la base de données de la Banque mondiale ; la figure 4B est basée sur les données du NRI sur le site networkreadiness.org par l'Institut Portulans.

En raison des opportunités d'emploi limitées dans le secteur formel, le secteur privé de la Côte d'Ivoire se caractérise par un niveau élevé d'informalité (représentant 80-90 % de l'emploi) (SFI, 2020). La connectivité numérique est également inégale dans l'espace et coûteuse (ibid.), ce qui reflète le faible classement du pays (115e sur 134 pays) en termes de préparation au numérique (figure 3B). Si la Côte d'Ivoire a considérablement amélioré l'accès à l'électricité entre 2011 et 2019 (SFI, 2020), le pays a connu des pénuries d'énergie entre fin 2020 et août 2021 en raison d'une saison sèche plus longue que d'habitude et d'une panne dans l'une des centrales thermiques. La panne d'électricité aurait perturbé les entreprises, par exemple les broyeurs de cacao qui dépendent d'une alimentation électrique régulière, ou les entreprises qui ont recours à des générateurs diesel coûteux (Coulibaly, 2021).

La SFI (2020) souligne qu'il existe de meilleures façons de maximiser le rôle du secteur privé dans la contribution aux objectifs de développement économique et social du pays. Ce rapport identifie des secteurs potentiels à forte croissance (c'est-à-dire l'agriculture, l'agro-transformation et l'industrie manufacturière), qui peuvent être

débloqués si les contraintes transversales suivantes dans cinq domaines peuvent être abordées :

- **Environnement d'affaires** : lourdeur des procédures relatives aux licences d'exploitation et à la conformité fiscale ; concurrence restreinte dans certains secteurs (par exemple, l'immobilier, l'importation de produits raffinés) ; inspections excessives dans les domaines du transport, du commerce et du tourisme.
- **Finance** : accès limité au crédit pour l'agriculture et l'industrie manufacturière, en raison de taux d'intérêt élevés et d'exigences en matière de garanties ; utilisation limitée des services financiers numériques.
- **Transport et logistique** : manque d'infrastructures logistiques à température contrôlée, mauvais état des routes et inefficacité des ports, ce qui augmente les coûts de transport.
- **Connectivité numérique** : connectivité faible ; numérisation limitée des chaînes de valeur.
- **Compétences** : manque d'exposition des petits agriculteurs aux meilleures techniques ; manque de compétences pour l'agro-transformation et la fabrication ; faiblesse de la formation universitaire et professionnelle.

Le gouvernement ivoirien avait explicitement identifié un objectif spécifique pour le pays « d'établir l'un des meilleurs environnements d'affaires en Afrique et dans le monde » dans son PND 2015-2020 (FMI, 2016 ; Toure, 2018). Le pays a mis en œuvre les mesures suivantes pour stimuler le secteur privé (OMC, 2017 ; Toure, 2018) :

- des réformes juridiques, notamment l'établissement d'un nouveau code des investissements, la mise à jour du cadre du régime de concurrence et la création de tribunaux de commerce
- la mise en place d'une stratégie nationale d'exportation
- l'adoption de programmes destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME)
- la mise à niveau des infrastructures logistiques, y compris les liaisons d'infrastructures régionales (par exemple, le projet routier Abidjan-Lagos financé par la Banque mondiale), le développement de zones industrielles et l'amélioration de plusieurs projets de routes et de ponts, entre autres.

Le projet de PND pour les cinq prochaines années (2021-2025) continue de donner la priorité à l'industrialisation, au développement du secteur privé et à l'investissement dans le cadre des six piliers¹³ du plan (FMI, 2021b). Afin de faciliter une croissance inclusive dirigée par le secteur privé, le projet de plan vise à accélérer la transformation du secteur du cacao en créant neuf « agropoles » (pôles de croissance agricole) intégrés dans tout le pays. Pour améliorer l'environnement commercial propice à la mise en œuvre du PND, le FMI (2021b) a formulé les recommandations suivantes :

¹³ Le projet de PND 2021-2025 repose sur six piliers : (1) l'accélération de la transformation structurelle par l'industrialisation et le développement de clusters industriels ; (2) le développement du capital humain et l'emploi ; (3) le développement du secteur privé et l'investissement ; (4) le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale ; (5) le développement régional équilibré, la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique ; et (6) le renforcement de la gouvernance, la modernisation de l'État et la transformation culturelle.

- améliorer les services du secteur public, par exemple en réduisant le nombre de jours et en simplifiant les procédures d'obtention de permis, en développant un « guichet unique »
- promouvoir la numérisation dans les services publics et la gestion des finances publiques
- réduire l'inadéquation des compétences sur le marché du travail en élargissant les formations professionnelles
- réduire l'informalité, notamment par le recoupement des bases de données
- la sauvegarde des droits de propriété, notamment en matière de propriété et de transfert des terres
- approfondir l'inclusion financière et faciliter l'accès aux marchés financiers
- réduire l'incertitude quant au calendrier des paiements de biens et de services par le gouvernement.

3 Performance du commerce intra-africain et ZLECA

3.1 Contexte : commerce de biens de la Côte d'Ivoire avec l'Afrique

La Côte d'Ivoire est un exportateur net de biens avec l'Afrique, bien que l'excédent se soit réduit récemment, les exportations et les importations atteignant respectivement 2,9 milliards de dollars et 2,4 milliards de dollars en 2019 (figure 4). En outre, l'importance du commerce intra-africain en tant que part du commerce total de la Côte d'Ivoire (exportations + importations) de biens a chuté de 29,5 % en 2015 à environ 23 % dans les années suivantes jusqu'en 2019 (figure 4).

Dix produits ont constitué près de 60 % des exportations de la Côte d'Ivoire vers les pays africains en moyenne de 2015 à 2019 - dominés par l'huile de pétrole (légère) (6,3 %) et les huiles et préparations non légères (14,3 %), l'or sous forme brute (11,2 %), les produits cosmétiques (4,8 %) et l'énergie électrique (4,6 %).¹⁴ Près de 70 % des exportations étaient destinées à cinq pays africains seulement : le Burkina Faso, le Mali, le Ghana, l'Afrique du Sud et le Nigeria au cours de la même période.

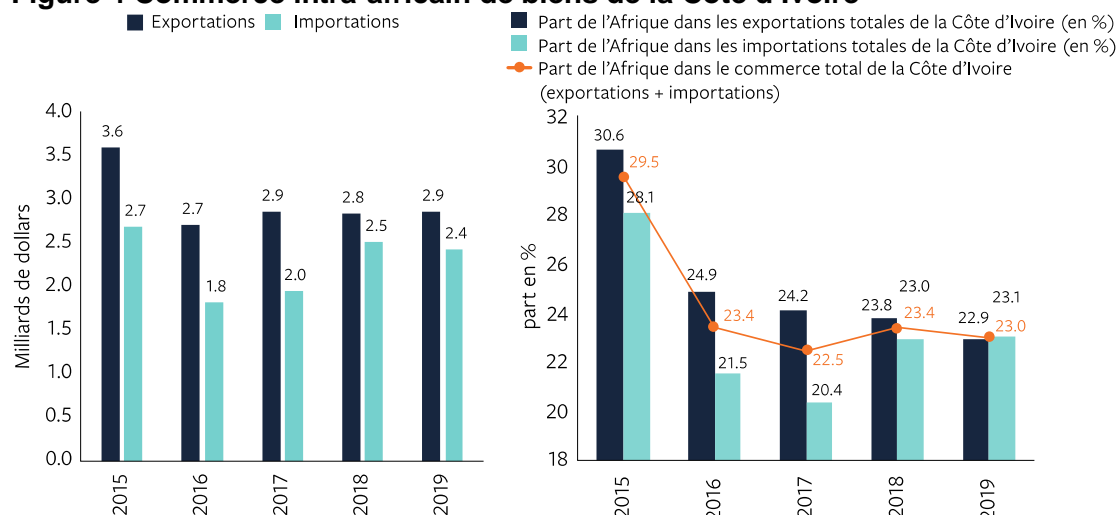
Notamment, les exportations vers le Ghana et le Nigeria ont chuté de 46,8 % et 65,5 % entre 2015 et 2019. L'analyse au niveau des produits suggère que les exportations ivoiriennes de sacs ou sachets d'emballage en plastique vers le Ghana, qui s'élevaient à 57,5 millions de dollars (13 % des exportations ivoiriennes vers le Ghana) en 2015 ont chuté de 98 % pour atteindre 1 million de dollars en 2019. Cela peut s'expliquer en partie par l'augmentation des importations ghanéennes de ce produit en provenance de Chine au cours de la même période.¹⁵ Parallèlement, les exportations ivoiriennes de pétrole non brut et de préparations vers le Nigeria, qui s'élevaient à 312 millions de dollars en 2015 (15 % des exportations ivoiriennes vers le Nigeria) ont chuté de 92 % pour atteindre 24 millions de dollars en 2019. Au cours de la même période, les importations nigérianes de ce produit ailleurs (notamment aux Pays-Bas, en Belgique, en Corée du Sud et, dans une certaine mesure, en Inde) ont connu une forte croissance.¹⁶

¹⁴ Calculs de l'auteur basés sur les données de la WITS. À noter qu'en 2015, la Côte d'Ivoire a exporté des plateformes de forage ou de production flottantes ou submersibles pour une valeur de 662 millions de dollars, ce qui représentait 18 % du total des exportations intra-africaines. Cependant, l'exportation de ce produit a ensuite considérablement diminué, avec une part pratiquement nulle des exportations intra-africaines totales de la Côte d'Ivoire en 2016 et 2017, et il n'y a pas de données disponibles sur ce produit exporté depuis 2018.

¹⁵ D'après l'analyse des données de la WITS par l'auteur, près de la moitié des importations ghanéennes de sacs et sachets en plastique proviennent de Chine (2015-2019). Au cours de cette période, les importations ghanéennes de sacs et sachets en plastique en provenance de Chine ont augmenté de 20 % par an.

¹⁶ D'après l'analyse des données de la WITS par l'auteur, plus de la moitié des importations nigérianes de pétrole non brut et de préparations proviennent de ces quatre pays. La croissance des importations nigérianes de ce produit a été multipliée par 35 aux Pays-Bas, 18 en Belgique, 1 623 en Corée du Sud et 40 en Inde.

Figure 4 Commerce intra-africain de biens de la Côte d'Ivoire



Notes : CIV = Côte d'Ivoire. Pour des raisons de cohérence, l'agrégat pour l'Afrique ne comprend que 41 pays africains disposant de données complètes sur les importations et les exportations de biens de 2015 à 2019.

Source : calculs des auteurs basés sur les données de la WITS.

Parallèlement, 50 % des produits importés du continent par la Côte d'Ivoire au cours des cinq dernières années étaient du pétrole brut, dont la quasi-totalité provenait du Nigeria.¹⁷ Les autres principales importations sont le poisson et les produits de la pêche (maquereau, sardines et filets de poisson), qui représentent 12,4 % du total des importations intra-africaines. En raison de ce panier d'importation, la plus grande part des produits africains importés provient du Nigeria (52,9 %), suivi du Maroc, du Sénégal, de la Mauritanie et de l'Afrique du Sud.

Les taux de droits de douane de la nation la plus favorisée (NPF) pondérés par le commerce imposés par la Côte d'Ivoire sur les importations en provenance d'Afrique allaient de zéro pour la Guinée équatoriale à 34,3 % pour le Niger en 2019.¹⁸ Toutefois, en tant que membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Niger commerce avec la Côte d'Ivoire et bénéficie de conditions préférentielles. La Côte d'Ivoire accorde des tarifs préférentiels aux autres membres de la CEDEAO qui appliquent le tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO.¹⁹

Au niveau continental, les droits de douane seront progressivement libéralisés par étapes, sauf pour les produits « sensibles » et les produits figurant sur la « liste d'exclusion » de la ZLECA. Les tarifs seront libéralisés (jusqu'à zéro) pour 90 % des lignes tarifaires sur dix ans pour les pays les moins avancés (PMA) et sur cinq ans pour les autres pays (Secrétariat de la ZLECA, 2021b). Les produits sensibles ne doivent pas dépasser 7 % du total des lignes tarifaires, tandis que la liste d'exclusion ne doit pas dépasser 3 % du total des lignes tarifaires, la valeur limite des importations intra-africaines ne devant pas dépasser 10 % (ibid.).

Le AHS est défini par la base de données de la WITS comme étant les taux tarifaires préférentiels existants les plus bas ou les tarifs NPF appliqués. La figure 5 montre les

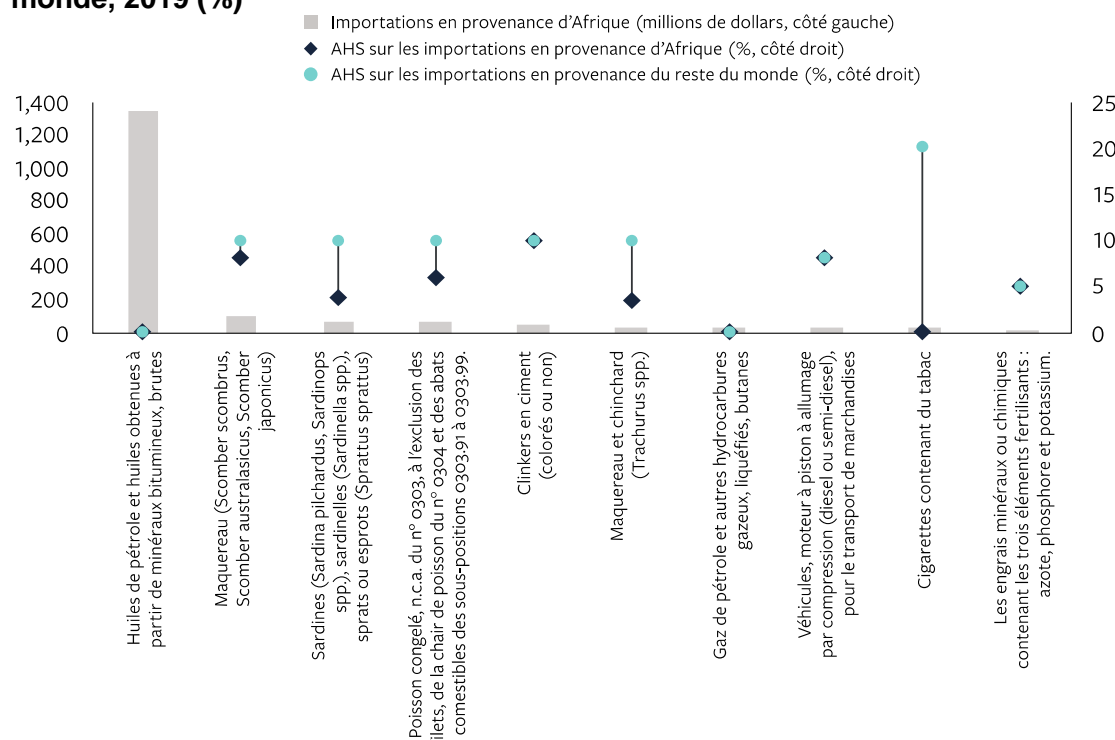
¹⁷ Calculs/analyse de l'auteur basés sur la base de données de la WITS.

¹⁸ Sur la base de l'année tarifaire 2019 et des données commerciales de la base de données de la WITS.

¹⁹ À l'exception du Cabo Verde, tous les membres de la CEDEAO - à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo - mettent en œuvre le TEC (tralac, 2019).

10 premiers produits importés par la Côte d'Ivoire en provenance de pays africains à partir de 2019, dont plus de la moitié sont du pétrole brut. Elle montre également que les AHS imposés par la Côte d'Ivoire sur les importations en provenance des pays africains sont largement inférieurs aux AHS imposés sur les importations en provenance du reste du monde, ce qui fait qu'il est judicieux pour la Côte d'Ivoire de se procurer ces produits auprès de ses voisins africains. Par exemple, en 2019, la quasi-totalité du pétrole brut importé par la Côte d'Ivoire dans la région provenait du Nigeria, envers lequel la Côte d'Ivoire a un engagement de TEC de la CEDEAO.

Figure 5 Taux de droits effectivement appliqués (AHS) sur les principaux produits importés par la Côte d'Ivoire en provenance d'Afrique et du reste du monde, 2019 (%)



Source : base de données de la World Integrated Trade Solution.

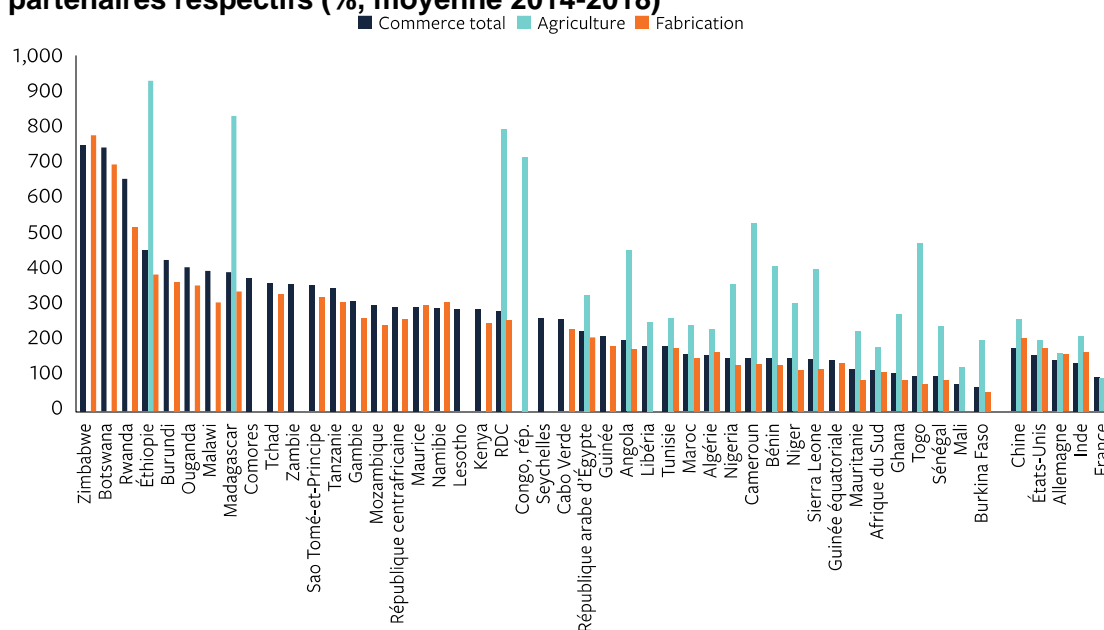
Les mesures non tarifaires (MNT), notamment les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce, l'inspection avant expédition et le contrôle des prix et de la qualité, dont le nombre varie de 60 à 768 MNT imposées par le Niger et Maurice, respectivement²⁰, affectent également les importations de la Côte d'Ivoire en provenance d'autres pays africains. Cependant, le nombre de MNT n'indique pas l'ampleur de la restriction des échanges. La figure 6 montre les coûts commerciaux équivalents ad valorem²¹ qui intègrent non seulement les coûts de transport et les droits de douane, mais aussi d'autres coûts commerciaux, notamment les coûts directs et indirects liés aux différences de langues, de monnaies et de procédures lourdes d'importation ou d'exportation.²²

²⁰ Calculs de l'auteur basés sur la base de données du TRAINS, consultée en septembre 2021.

²¹ Ou en proportion (%) de la valeur estimée des biens.

²² Il convient de noter que cette mesure est une moyenne pour tous les biens échangés, dont certains peuvent ne pas être échangés (ou très peu) dans la pratique en raison de coûts commerciaux prohibitifs. Cette mesure, élaborée par la CESAP et la Banque mondiale (2017), comprend tous les coûts liés au commerce international de biens avec un autre partenaire (c'est-à-dire de manière bilatérale) par rapport à ceux liés au commerce de biens au niveau national.

Figure 6 Coûts commerciaux bilatéraux ad valorem entre la Côte d'Ivoire et ses partenaires respectifs (% , moyenne 2014-2018)



Source : base de données de la Banque mondiale.

Sur la base de cette mesure, le commerce avec le Zimbabwe ou le Botswana est presque huit fois plus cher que le commerce à l'intérieur des frontières de la Côte d'Ivoire (et vice versa).²³ La figure 6 suggère également que, à l'exception des membres de la CEDEAO pour la plupart, les coûts des échanges bilatéraux entre la Côte d'Ivoire et les pays africains sont plus élevés qu'avec les pays extérieurs à la région (par exemple, la France, l'Inde, l'Allemagne), ce qui représente à la fois un défi et une opportunité pour accroître le commerce intracontinental de la Côte d'Ivoire.

3.2 Statut de la mise en œuvre de la ZLECA par la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a déposé son instrument de ratification ZLECA auprès de la Commission de l'UA le 23 novembre 2018 (UA, 2020). Au 4 octobre 2021, 41 pays se sont conformés à leurs exigences nationales pour la ratification de la ZLECA, dont 38 ont déposé leurs instruments de ratification auprès de la Commission de l'Union africaine (UA) (tralac, 2021). En mars 2021, la ZLECA a obtenu 90 % des offres tarifaires et 34 % des offres de services (UA, 2021a).

Les simulations de la Banque mondiale (2020) dans le cadre d'un scénario de mise en œuvre intégrale de la ZLECA suggèrent que la Côte d'Ivoire se situe dans le haut de la fourchette des pays africains qui bénéficieraient le plus des gains de revenus réels et de l'expansion des exportations et importations intra-africaines. Conscient des opportunités offertes par le commerce continental, le gouvernement ivoirien a créé un comité national de la ZLECA (CN-ZLECA) en mai 2018. Le CN-ZLECA est chargé de la promotion, de la coordination et du suivi de la mise en œuvre de la ZLECA au niveau national (COM, 2018). L'élaboration d'une stratégie nationale sur la ZLECA a débuté en 2019 par un forum national de sensibilisation à la ZLECA, suivi d'ateliers entre les parties prenantes des secteurs privé et public, de délibérations du CN-ZLECA en collaboration avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et la Commission de l'UA, d'une série de consultations et d'un atelier

²³ Voir Arvis et al. (2012) pour une discussion complète de la méthodologie.

de validation entre de multiples parties prenantes (CN-ZLECA, 2021a ; 2021b ; CEA, 2019).

La stratégie nationale validée contient un plan d'action détaillé et des objectifs pour 2020-2022, ancrés sur les objectifs suivants :

- une meilleure appropriation de la ZLECA par toutes les parties prenantes
- la rationalisation du système institutionnel et réglementaire pour la promotion du commerce et l'application effective des dispositions de la ZLECA
- le renforcement des cadres politiques stratégiques d'amélioration de la compétitivité sectorielle
- l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies commerciales sectorielles
- la mise à niveau des producteurs (par exemple les PME) et des produits
- la promotion de la participation des femmes au commerce et à l'entrepreneuriat transfrontaliers.

Le gouvernement a également alloué un budget national pour la ZLECA afin de mettre en œuvre les actions prioritaires dans le cadre de sa stratégie nationale de la ZLECA (Luke et al., 2021). Plusieurs campagnes de sensibilisation à la ZLECA ont été menées depuis 2020, telles que des sessions d'information inter-agences, des activités de renforcement des capacités, le commerce des services de la ZLECA et la formation des PME à l'utilisation d'un outil en ligne pour la déclaration des barrières non tarifaires (CN-ZLECA, 2021b ; Luke et al., 2021). Le 21 décembre 2021, une consultation nationale pour les femmes du secteur des affaires a été organisée pour identifier les besoins spécifiques des femmes en matière de commerce et de financement afin de maximiser leurs avantages de la ZLECA (CN-ZLECA, 2021c).

Au niveau régional, la CEDEAO (dont la Côte d'Ivoire est membre) a soumis des offres tarifaires à compter du 5 décembre 2020 (UA, 2021b). La Commission de la CEDEAO apporte également son soutien à ses membres par le biais de réunions avec les institutions et les agences pour améliorer leur compréhension de la ZLECA, d'ateliers de sensibilisation à la ZLECA pour le secteur privé et d'ateliers de renforcement des capacités sur le programme de commerce électronique de la ZLECA, entre autres (CEDEAO, 2020a ; 2020b ; 2021a). Un système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) a également été piloté avec succès par l'Afreximbank et l'Institut monétaire d'Afrique de l'Ouest dans les pays de la zone monétaire ouest-africaine (y compris la Côte d'Ivoire), ce qui a conduit à des discussions avancées en cours sur l'extension du système afin d'accroître rapidement la connectivité à l'échelle du continent (AEIM, 2021).

Un projet de stratégie régionale de mise en œuvre de la ZLECA préparé par la Commission de la CEDEAO a été présenté et examiné par des experts régionaux et des partenaires de développement en novembre 2021. Cela faisait partie de la préparation de la validation régionale de la stratégie par les États membres de la CEDEAO (CEDEAO, 2021b).

Malgré ces développements, il n'existe que peu ou pas d'informations sur le fait que la Côte d'Ivoire ait déjà échangé des biens ou des services dans le cadre de la ZLECA. Une analyse plus approfondie (par exemple, sur les contraintes institutionnelles, réglementaires et régionales) est nécessaire sur les blocages restants au commerce intra-africain.

Les prochaines phases des négociations de la ZLECA porteront sur la concurrence, la propriété intellectuelle (PI), l'investissement et le commerce électronique.

Contrairement à d'autres pays africains dépourvus de législation ou d'agences dans ces domaines, la Côte d'Ivoire dispose d'une loi sur la concurrence et d'une autorité de la concurrence (Dawar et Lipimile, 2020), ainsi que d'un bureau dédié à la propriété intellectuelle (OIPi, 2021). En 2018, la Côte d'Ivoire a adopté un nouveau code des investissements qui prévoit également une agence spécifique chargée de la promotion des investissements (IPH, 2018). Dans le domaine du commerce électronique, la Côte d'Ivoire dispose depuis 2013 de lois régissant les transactions électroniques et la protection des données personnelles, ainsi que la lutte contre la cybercriminalité, et depuis 2016 d'une loi sur la protection des consommateurs (Narcisse, 2017). Toutes ces réglementations peuvent être mises à profit dans les prochaines phases des négociations de la ZLECA.

4 Opportunités et défis pour le commerce et l'investissement de la Côte d'Ivoire

Sur la base de l'analyse de la performance macroéconomique de la Côte d'Ivoire, du paysage du commerce et de l'investissement et de la mise en œuvre de la ZLECA dans les sections précédentes, nous résumons les considérations SWOT suivantes (forces, faiblesses, opportunités et menaces) pour les perspectives de commerce et d'investissement de la Côte d'Ivoire.

Forces	<ul style="list-style-type: none"> • Un marché intérieur en croissance avec un pouvoir d'achat en hausse. • Une croissance forte et rapide du PIB accompagnée d'une réduction significative de la pauvreté au cours de la période post-conflit (2012-2019). Économie relativement vigoureuse pendant la pandémie, avec un fort rebond attendu à partir de 2021. • Des secteurs des transports et de la finance relativement développés par rapport à d'autres pays africains. • Vision et objectifs clairs du gouvernement en matière de transformation économique et de politique d'industrialisation. • Un comité national de la ZLECA dédié avec une stratégie nationale de la ZLECA validée. • Les législations et politiques existantes en matière de concurrence, d'investissement, de propriété intellectuelle et de transactions numériques, qui sont pertinentes pour la prochaine phase des négociations de la ZLECA.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> • Des procédures lourdes pour les entreprises, les permis et la conformité fiscale. • Une concurrence restreinte dans certains secteurs (par exemple, l'immobilier, les produits raffinés). • Accès limité au crédit pour les secteurs agricole et manufacturier. • Faible connectivité numérique, numérisation limitée des chaînes de valeur et utilisation des services financiers. • Manque de compétences pour l'agro-transformation et l'utilisation des machines de fabrication ; faiblesse du système d'enseignement et de formation universitaire, technique et professionnel. • Impact distributif limité des IDE, qui sont concentrés à Abidjan.
Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> • Accélération de la croissance tirée par le secteur privé et de la transformation économique (notamment dans le secteur agricole) grâce à des réformes proactives et ciblées dans le nouveau plan national de développement (2021-2025). • Accès préférentiel existant aux principaux marchés tels que les États-Unis et l'UE. • Possibilités d'augmenter ou de créer de la valeur ajoutée dans les exportations de marchandises. • Alignement des plans nationaux de développement et de la stratégie nationale de la ZLECA afin de maximiser les avantages que la Côte d'Ivoire tire du commerce intra-africain. • Intervention pour stimuler davantage les exportations de produits ivoiriens dont la demande mondiale est en augmentation : noix de cajou, bananes, coton, préparations huileuses, cacao transformé (par exemple, poudre, beurre, huile, pâte), chocolats, extraits et préparations de café, savons et produits tensioactifs, produits cosmétiques et emballages en plastique.
Menaces (risques)	<ul style="list-style-type: none"> • Une demande réduite en cas de pandémie prolongée de Covid-19 et/ou un accès limité ou un déploiement restreint des vaccins contre la Covid-19. • Détérioration de la situation sécuritaire dans le nord de la Côte d'Ivoire.

	<ul style="list-style-type: none">• Augmentation des primes de risque sur les marchés financiers internationaux.• Une saison sèche plus longue que prévu qui pourrait provoquer des pénuries d'énergie.• Vulnérabilité des exportations de produits de base à la volatilité des prix mondiaux et aux conditions météorologiques défavorables.• Retards dans les réformes gouvernementales.• Des retards dans la mise en œuvre de la ZLECA ou une préférence accrue pour le commerce en dehors de l'Afrique en raison des coûts relativement plus élevés du commerce intra-africain et/ou des contraintes législatives nationales.
--	---

Références

AEIM – African Export-Import Bank (2021) 'Afreximbank and AfCFTA announce the operational roll-out of the pan-African payment and settlement system'. Africa Renewal (UN information programme) (www.un.org/africarenewal/news/afreximbank-and-afcfta-announce-operational-roll-out-pan-african-payment-and-settlement-system).

AfCFTA Secretariat (2021a) 'Republic of Côte d'Ivoire' (<https://afcfta.au.int/en/member-states/cote-divoire>).

AfCFTA Secretariat (2021b) 'Overview: the schedule of tariff concessions' (<https://afcfta.au.int/en/schedules-tariff-concessions>).

Arvis, J., Duval, Y., Shepherd, B. and Utoktham, C. (2012) *Trade costs in the developing world: 1995–2010*. ARTNeT Working Paper Series 121/December. Asia-Pacific Research and Training Network on Trade (www.unescap.org/sites/default/files/AWP%20No.%20121.pdf).

AU – African Union (2020) 'State parties: ratification status list'. African Union Report (<https://afcfta.au.int/en/documents/2020-12-28/state-parties-ratification-status-list>)

AU (2021a) 'The AfCFTA secretariat and UNDP sign a strategic partnership agreement to promote trade in Africa' (<https://au.int/en/pressreleases/20210329/afcfta-and-undp-sign-strategic-partnership-agreement-promote-trade>).

AU (2021b) 'Trading under the AfCFTA begins'. AU articles (<https://au.int/en/articles/trading-under-afcfta-begins>).

CN-ZLECAf – Comité National de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine – Côte d'Ivoire (National Committee of the AfCFTA of Côte d'Ivoire) (2021a) 'Stratégie nationale de mise en œuvre de l'Accord sur la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAf) Côte d'Ivoire' Final report, post-validation workshop version. (www.cnzlecaf.gouv.ci/uploads/doc/Strate%C3%ACgje_Nationale_de_mise_en_oeuvre_de_la_ZLECAf.pdf).

CN-ZLECAf (2021b) 'One market'. CN-ZLECAf Newsletter (www.cnzlecaf.gouv.ci/uploads/news/ONEMARKET230921.pdf).

CN-ZLECAf (2021c) 'Consultation nationale des femmes dans le commerce – Abidjan (21-12-2021)'. Photo gallery (www.cnzlecaf.gouv.ci/galerie/galeriedetail/33).

Conseil des ministres (2018) « Communiqué du Conseil des ministres du mercredi 30 mai 2018 » (www.presidence.ci/communique-du-conseil-des-ministres-du-mercredi-30-mai-2018/).

Coulibaly, L. (2021) 'Power generation woes in Ivory Coast and Ghana hit industry and neighbours' Reuters (www.reuters.com/business/energy/power-generation-woes-ivory-coast-ghana-hit-industry-neighbours-2021-05-11/).

Dawar, K. and Lipimile, G. (2020) 'Africa: harmonising competition policy under the AfCFTA' *Concurrences Review 2* (a93472 242-250, ISSN 1773-9578).

EC – European Commission (2020) 'EU–Côte d'Ivoire Economic Partnership Agreement' (https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2020/october/tradoc_158985.pdf).

ECOWAS – Economic Community of West African States (2020a) 'ECOWAS holds regional meeting on African Continental Free Trade Area for ECOWAS institutions and specialised agencies (www.ecowas.int/ecowas-holds-regional-meeting-on-african-continental-free-trade-area-for-ecowas-institutions-and-specialised-agencies/).

ECOWAS (2020b) 'ECOWAS holds regional sensitisation workshop on the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) for the private sector' (www.ecowas.int/ecowas-holds-regional-sensitisation-workshop-on-the-african-continental-free-trade-area-afcfta-for-the-private-sector/).

ECOWAS (2021a) 'ECOWAS holds capacity building workshop on digital trade for the AfCFTA e-commerce agenda' (www.ecowas.int/ecowas-holds-capacity-building-workshop-on-digital-trade-for-the-afcfta-e-commerce-agenda/).

ECOWAS (2021b) 'ECOWAS Commission and UNECA organize a technical review of the draft regional AfCFTA implementation strategy' (www.ecowas.int/ecowas-commission-and-uneca-organize-a-technical-review-of-the-draft-regional-afcfta-implementation-strategy/).

ESCAP–WB – Economic and Social Commission for Asia and the Pacific and World Bank (2017) 'ESCAP-WB Trade Cost Database: explanatory note for users' (www.unescap.org/sites/default/d8files/Trade%20Cost%20Database%20-%20User%20note.pdf).

IFC – International Financial Corporation (2020) 'Creating markets In Côte d'Ivoire: mobilizing the private sector in support of economic transformation In Côte d'Ivoire. A country private sector diagnostic' (www.ifc.org/wps/wcm/connect/c3d1ae63-80d1-44a7-8b5f-959e38b4fd09/CPSD-Cote-d-Ivoire.pdf?MOD=AJPERES&CVID=nk4XA5J).

IMF – International Monetary Fund (2016) 'Côte d'Ivoire: economic development documents – National Development Plan, 2016–20' Country Report 16/388 (www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Cote-d-Ivoire-Economic-Development-Documents-National-Development-Plan-2016-20-44480).

IMF (2021a) 'World economic outlook – October 2021 database'. International Monetary Fund.

IMF (2021b) '2021 Article IV consultation press release: staff report, informational annex; debt sustainability analysis; selected issues; and statement by the Executive Director for Côte d'Ivoire' IMF Country Report 21/170.

IMF (2021c) 'Fiscal monitor: database of country fiscal measures in response to the COVID-19 pandemic'. International Monetary Fund.

IPH – Investment Policy Hub (2018) 'Côte d'Ivoire. Adoption of new investment code' UNCTAD (<https://investmentpolicy.unctad.org/investment-policy-monitor/measures/3340/adoption-of-new-investment-code>).

ITA – International Trade Administration, US (2021) 'General country eligibility provisions' (<https://legacy.trade.gov/agoa/eligibility/>).

Luke, D., Ameso, J. and Bekele, M.G. (2021) 'On implementing the AfCFTA in 2021'. Trade for Development News. Enhanced Integrated Framework (<https://trade4devnews.enhancedif.org/en/op-ed/implementing-afcfta-2021>).

Narcisse, K. (2017) 'Readiness of Côte d'Ivoire for e-commerce. A case study submitted to the 6th Global Review of Aid for Trade on the topic of "Promoting Connectivity"'. Aid4Trade. (www.oecd.org/aidfortrade/casestories/ngos-and-academia-2017.htm).

OIPI – Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle (2021) 'Presentation'. (www.oipi.ci/presentation/).

Toure, S. (2018) 'Côte d'Ivoire: accelerating 2030 agenda' Presentation of Sultan Toure, Ministry of Planning and Development during the Expert Group Meeting on "Accelerating Global Actions for a World Without Poverty" on 18 April 2018'. United Nations Economic Commission for Africa (www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2018/05/8-1.pdf).

tralac – Trade Law Centre (2019) 'Ivory Coast: Intra-Africa trade and tariff profile' (www.tralac.org/resources/infographic/14767-ivory-coast-2019-intra-africa-trade-and-tariff-profile.html).

tralac (2021) 'AfCFTA ratification barometer' (www.tralac.org/documents/resources/infographics/2605-status-of-afcfta-ratification/file.html).

UNCTAD – United Nations Conference on Trade and Development (2019a) 'Recent developments, challenges and opportunities in commodity markets'. Note by the UNCTAD secretariat multi-year during the Expert Meeting on Commodities and Development, 15 and 16 April 2019 (https://unctad.org/system/files/official-document/cimem2d45_en.pdf).

UNCTAD (2019b) 'Côte d'Ivoire banks on reforms to improve investment climate'. UNCTAD News (<https://unctad.org/news/cote-divoire-banks-reforms-improve-investment-climate>).

UNCTAD (2020) 'Examen de politique d'investissement: Côte d'Ivoire' (Investment policy review of Côte d'Ivoire) UNCTAD/DIAE/PCB/2019/5 (<https://unctad.org/webflyer/investment-policy-review-cote-divoire>).

UNCTAD (2021a) Trade and GDP data downloaded between October and December 2021 (<https://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>).

UNCTAD (2021b) *World investment report 2021*. Annex Tables 14 and 16 downloaded December 2021 (<https://unctad.org/topic/investment/world-investment-report>).

UNDP – United Nations Development Programme (2021) Human Development Reports database. Accessed 30 August 2021 (<http://hdr.undp.org/en/countries/>).

UNECA – United Nations Economic Commission for Africa (2019) Cote d'Ivoire is moving towards the validation of its National Strategy to implement the AfCFTA Press release, 2 December (<https://archive.uneca.org/stories/cote-divoire-moving-towards-validation-its-national-strategy-implement-afcfta>).

WDI – World Development Indicators (2021) World Bank open data (<https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.LE00.IN>).

World Bank (2019a) 'How can Côte d'Ivoire escape the curse of cocoa?' (<https://blogs.worldbank.org/nasililiza/how-can-cote-divoire-escape-curse-cocoa>).

World Bank (2019b) 'Côte d'Ivoire economic outlook: why the time has come to produce cocoa in a fully inclusive and responsible manner' (www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/publication/cote-divoire-economic-outlook-why-the-time-has-come-to-produce-cocoa-in-a-responsible-manner).

World Bank (2021a) 'Macro poverty outlook for sub-Saharan Africa. Country-by-country analysis and projections for the developing world' (<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/bae48ff2fefc5a869546775b3f010735-0500062021/related/mpo-ssa.pdf>).

World Bank (2021b) 'The World Bank in Côte d'Ivoire'. Overview, May 2021 (www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/overview#1).

WTO – World Trade Organization (2017) 'Côte d'Ivoire'. Annex 3 of the Trade Policy Review: Members of the West African Economic and Monetary Union (www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/s362-03_e.pdf).